

La fin du conformisme thatchérien

PIERRE-FRANÇOIS GOUIFFÈS

Inspecteur des finances, maître de conférence à Sciences-Po

Alors que le Royaume-Uni fait de nouveau figure d'homme malade de l'économie mondiale et que les électeurs britanniques ont redonné le pouvoir aux conservateurs, un retour sur la période Thatcher s'impose.

Le thatchérisme recouvre le programme de Margaret Thatcher, mélange de marchés libéralisés, de contrôle des finances publiques, de réduction d'impôts, de privatisations, tout ceci avec une pincée de valeurs victoriennes, de nationalisme et de populisme¹. Ces priorités ont dicté la politique britannique de 1979 à 1997, avant que de grands pans du bilan thatchérien ne soient entérinés par le New Labour entre 1997 et 2010. Mais aujourd'hui ce conformisme thatchérien est bouleversé.

La récession apporte une énorme rupture dans la période post-thatchérienne qui avait été marquée par une croissance économique plus forte que celles des pays d'Europe continentale et un chômage plus bas depuis le début des années 1990. La période est marquée par la disparition de réels repères dans la conduite de l'économie face à une contraction de l'activité d'une brutalité inédite depuis celle à laquelle Mme Thatcher avait fait face au début des années 1980.

Il est donc utile de voir ce que la crise remet en cause du thatchérisme et ce qui demeurera après la tourmente. Si le bilan idéologique est entamé, de nombreuses choses

PAR SA BRUTALITÉ,
LA CRISE REMET
EN CAUSE LES
FONDEMENTS DU
THATCHÉRISME.

1. Nigel Lawson, *The View from Number 11*, Bantam Press, 1992, p. 64.

restent en place, notamment une icône incontournable et une stratégie d'action pour la conquête du pouvoir et la conduite de réformes.

Une femme de convictions

Rappelons d'abord qui est Mme Thatcher. Outre des caractéristiques personnelles exceptionnelles mais communes chez les responsables politiques de son niveau (personnalité dominante, ambition dévorante, résistance physique et grande capacité de travail), un trait distinctif de Thatcher tient à l'importance qu'elle accorde aux convictions, qui l'amène à n'avoir que mépris pour les dirigeants « pragmatiques » qui ne sont à ses yeux que des cyniques. Sa vie politique a été un jeu d'équilibre entre l'importance de ses convictions et l'art du possible.

Quelles sont ces convictions? Thatcher se positionne en réaction contre un socialisme et un interventionnisme public rampants qui font l'objet d'un large consensus au Royaume-Uni entre 1945 et 1975. L'individu doit redevenir le personnage central de la société. La responsabilité individuelle prime sur la responsabilité collective. L'égalité entre individus ne peut être qu'une égalité des chances, car l'inégalité et le darwinisme constituent des moteurs puissants de progrès via la recherche de la réussite individuelle. L'égalité des conditions n'est qu'une illusion qui justifie une intervention toujours plus importante de l'État. Thatcher a par ailleurs une conception webérienne de l'argent : la prospérité récompense l'effort et le mérite. L'accès de tous à la propriété – logement, actionnariat populaire – doit réconcilier le peuple avec le capitalisme.

Le fonctionnement de l'économie est repensé pour « changer l'âme » des Britanniques au service des valeurs qui viennent d'être décrites. Pour Thatcher, qui puise ses idées chez Friedman et Hayek, il s'agit de jeter à bas tant le marxisme, qui tente alors puissamment la gauche du Parti travailliste, que le keynésianisme, dont la version « vulgarisée » constitue le socle de la politique anglaise d'après-guerre. Il faut faire confiance au marché plus qu'à l'État. L'autorégulation des acteurs justifie la dérégulation, vecteur de progrès et de croissance. L'État doit moins faire, moins dépenser, moins posséder.

Thatcher a les idées très claires sur le type de société qu'elle souhaite. Un point important est le caractère pratique, cohérent et pédagogique du système qui en ressort, loin de tout intellectualisme : « Madame Thatcher n'a jamais prétendu être une intellectuelle. Elle était une femme politique [...] à l'esprit pratique et à l'ambition dévorante.

[...] Elle possédait le talent beaucoup plus important et beaucoup plus rare de simplifier les idées complexes et de mobiliser un soutien large pour ces idées. »² Elle a su proposer une vision pertinente pour son époque, une image de l'avenir, claire, non ambiguë et pédagogique, porteuse d'espoir tout en étant réaliste. Cette vision a eu d'autant plus d'impact que les visions précédentes étaient épuisées.

MARGARET
THATCHER
SAVAIT SIMPLIFIER
LES IDÉES LES PLUS
COMPLEXES.

Un style «léniniste»

Comment analyser son action et son style politiques ? Certains ont fait un rapprochement moins singulier qu'il n'y paraît entre Thatcher et Lénine. Sir Charles Powell, son secrétaire particulier aux Affaires étrangères de 1984 à son départ, indique qu'il « a toujours pensé qu'il y avait quelque chose de léniniste dans le style de gouvernement de Mme Thatcher : la détermination absolue, la conviction de faire partie d'une avant-garde qui, si elle demeure limitée et cohérente, changera le cours des choses »³.

Bien sûr cette comparaison doit être mise en situation. Mais on retrouve chez Thatcher un couplage puissant entre la croyance en un dogme porteur d'espoir, presque sacré, une détermination absolue à le mettre en œuvre quelles que soient les oppositions, et la conviction qu'une minorité agissante peut changer les choses.

Jusqu'en 1979 : Thatcher avant Thatcher

Ses conditions d'accès au pouvoir sont d'autant mieux connues qu'elles constituent un modèle analysé par ses successeurs tant conservateurs que travaillistes : député en 1959, membre « féminin » du cabinet Heath en 1970, leader du Parti conservateur en 1975, Premier ministre en 1979.

Il faut voir que Thatcher est le plus souvent en position d'outsider utilisant les circonstances. Il n'y a jamais eu – il n'y aura jamais – d'élan émotionnel vers elle. Sachant

2. John Campbell, *Margaret Thatcher Volume One: The grocer's daughter*, Pimlico, 2004, p. 264.

3. Peter Hennessy, *The Prime Minister: The Office and its Holders since 1945*, Penguin, 2001, p. 397.

qu'elle ne constitue pas un atout électoral décisif, elle fait preuve dans sa position de leader d'une grande prudence et d'un soin particulier pour ne pas remettre en cause la fragile unité de son parti, dont elle représente l'aile droite libérale.

Au-delà de la position officielle du parti, elle organise un travail de fond plus ou moins souterrain pour un programme de réformes qui reste sur étagère jusqu'à ce que des circonstances favorables en permettent l'application. Ce sera le cas après sa victoire aux élections de 1979.

Aux affaires (1979-1990)

C'est dans l'exercice du pouvoir qu'une nouvelle Margaret Thatcher apparaît. Elle mène à bien des réformes radicales en atteignant souvent des records d'impopularité, tout en obtenant la ratification électorale de ses orientations. Thatcher constitue un paradoxe, voire un ovni politique. Elle semble avoir trouvé la martingale qui consiste à être impopulaire mais à gagner les élections (1979, 1983, 1987), ce qui suppose une extraordinaire maîtrise du cycle électoral.

Thatcher est arrivée aux affaires pour appliquer « son » programme. La plus grande partie sera mise en œuvre, même si la volonté d'y parvenir quoi qu'il en soit contribue largement à sa chute.

Plusieurs autres caractéristiques méritent d'être notées.

La première est une forte centralisation du pouvoir autour d'elle et de son premier cercle, plus au détriment du cabinet que du Parlement.

Le corpus idéologique est adossé à une stratégie de l'action marquée par un fort pragmatisme. Les certitudes sont couplées à un soin particulier dans la préparation de l'action et à une adaptation permanente à des conditions et des opportunités changeantes, dans le choix du calendrier et des modalités. Naomi Klein ⁴ construit une grande partie de son analyse à charge contre la « thérapie de choc » néolibérale sur l'instrumentalisation de chaque crise par Thatcher et ses associés afin de mettre en œuvre leur système de pensée.

4. Naomi Klein, *The Shock Doctrine*, Penguin, 2007

En outre, Thatcher assume les rapports de force et se définit autant en opposition à ses ennemis que par un projet positif. La liste des dragons à terrasser inclut, pêle-mêle, le général argentin Galtieri, Arthur Scargill et le syndicat des mineurs, l'Europe et sa Commission de fonctionnaires fédéralistes, les « mouillés » consensuels (*wets*) qui peuplent son cabinet et le Parti conservateur, la haute fonction publique britannique de Whitehall, les collectivités locales, les intellectuels et les enseignants, la BBC, l'IRA... Comme Thatcher fait preuve d'un talent assez sûr tant pour choisir ses ennemis que pour les abattre, la plupart tomberont. Mais certains – l'Europe, les collectivités locales, les « mouillés » conservateurs – résistent et finissent par obtenir sa mort politique.

La période thatchérienne n'aurait pas connu son développement sans une acceptation de risques élevés pour assurer la mise en œuvre de sa vision. C'est en assumant personnellement et en maîtrisant une grande partie de ces risques qu'elle a mené ses projets à bien.

Le premier de ces risques a été la gestion de la récession de 1980-1982 qui fait tripler le taux de chômage. Elle maintient néanmoins sa politique anti-inflationniste brutale, ce qui lui fait gagner un nouveau prénom, Tina pour « *There Is No Alternative* » (« il n'y a pas d'autre politique possible »).

La gestion de la crise des Malouines est un autre exemple de cette acceptation des risques. L'échec aurait signifié sa disparition du champ politique. Elle a au contraire fait tapis, remporté la mise et rejoué tout son actif politique sur une autre confrontation majeure, la mise au pas du syndicat des mineurs en 1984-1985. Cette gestion des risques a toutefois fini par la mener à sa chute, l'affaire de la *poll tax* ayant été en quelque sorte la goutte qui a fait débordé le vase de son impopularité.

Enfin, et c'est un peu un lieu commun pour tous les grands destins politiques, l'aventure thatchérienne n'aurait pas pu se dérouler sans une dose de chance. Thatcher est indiscutablement une « *lucky lady* » correspondant bien à son époque. Ayant été durablement un outsider, elle n'aurait pas pu accéder aux plus hautes responsabilités sans différentes circonstances favorables comme les déboires de ses adversaires ou rivaux. La plus grande de ces chances est d'avoir eu la durée (onze ans et demi) pour mener à bien son programme.

SA MARTINGALE ?
ÊTRE IMPOPULAIRE
ET ASSURER
MALGRÉ TOUT
SA RÉÉLECTION.

La sortie du pouvoir n'est pas très brillante. Thatcher l'a ratée, peut-être d'ailleurs pour les mêmes raisons que celles qui l'ont vu longtemps triompher. Vers la fin de son mandat, elle est très isolée ; elle s'est brouillée, toujours pour des questions de principes, avec des ministres-clefs et n'a pas organisé sa succession. À partir de 1989, elle apparaît, pour de nombreux conservateurs, plus comme un problème que comme une solution. La scénographie wagnérienne de son départ en 1990 l'amène à devenir le premier responsable politique à avoir été remercié par son parti sans échec électoral ou sans circonstances extérieures exceptionnelles.

Thatcher après Thatcher

Après son départ, Thatcher devient une « statue du commandeur ». Son parti s'enferme dans des querelles intestines sans fin sur l'Europe, tout en abandonnant aux habiles héritiers thatchériens du *New Labour* la crédibilité économique. Les positions très anti-européennes de Thatcher et ses coups d'éclat (comme sa visite au général Pinochet à Londres en 1998) n'aident pas vraiment ses amis politiques.

Thatcher a fêté le 13 octobre 2009 son 83^e anniversaire. C'est désormais une personne très diminuée par la maladie d'Alzheimer. « Cette femme qui a si longtemps dominé les discussions ne pourrait plus mener de débat ni suivre le fil d'une conversation amicale. »⁵

Redresser la Grande-Bretagne

Un point de départ très dégradé

La volonté de redressement de la Grande-Bretagne, notamment économique, est au cœur du projet thatchérien. Rien ne va dans les années 1970 : contrairement à la France, il n'y a pas passage des « Trente Glorieuses » à la « crise » mais passage à un stade aigu d'une crise profonde et latente. Le pays a décroché.

Il emprunte une trajectoire descendante, « à l'argentine », et devient un sujet de plaisanterie. L'ambassadeur britannique en Allemagne subit par exemple un cours

5. Carol Thatcher, *A Swim on Part in the Goldfish Bowl: A Memoir*, Headline, 2008.

magistral du chancelier Helmut Schmidt sur les raisons de l'effondrement économique d'un Royaume-Uni directement comparé à l'Allemagne de l'Est ⁶. Le fond est atteint en 1976 lorsque le berceau de la révolution industrielle est mis sous tutelle du FMI.

Le premier objectif de Thatcher est de casser ce déclin économique, comme l'indique le ministre des Finances Geoffrey Howe lorsqu'il présente son premier budget en 1979 : « La part combinée de la France et de l'Allemagne dans le commerce international des produits manufacturés, qui représentait en 1954 celle du Royaume-Uni, est désormais trois fois plus importante que la nôtre. Les Français produisent aujourd'hui une fois et demie plus que nous et les Allemands plus de deux fois plus, et ils progressent encore. [...] Depuis quelques années, notre déclin relatif est devenu de plus en plus évident, et la menace d'un déclin en termes absolus a pris une réalité croissante. » ⁷

La performance macroéconomique

Les années Thatcher ne se traduisent pas à court terme par une amélioration significative de la situation, mais sur le moyen terme, il y a en quelque sorte une inversion des rôles en Europe entre le Royaume-Uni et les florissantes économies continentales des années 1950 à 1970 (Allemagne, France, Italie).

Le progrès est surtout spectaculaire après 1992, c'est-à-dire après le départ de Thatcher. Entre 1992 et 2005, le PIB britannique par habitant ⁸ a progressé de 39 %, soit deux fois plus vite que celui de la France. La fin des années 1980 clôt une période de cent ans pendant laquelle la croissance française a été constamment supérieure à celle du Royaume-Uni.

THATCHER RÉUSSIT,
SURTOUT APRÈS
SON DÉPART, À
FAIRE D'UN PAYS
DÉCLINANT UN
DES FLEURONS DE
L'EUROPE.

La gestion Thatcher est marquée par une baisse significative de la dépense publique de 43 % du PIB en 1979 (et même 46,4 % au creux de la terrible récession de 1980-1983) à 38,6 % en 1990. Sur le plan fiscal, Thatcher a promu, comme Reagan, une politique de baisse des impôts. Cette politique a surtout concerné les impôts directs,

6. John Hoskyns, *Just in Time... Inside the Thatcher Revolution*, Aurum Press, 2000, p. 35

7. Geoffrey Howe, *Conflict of Loyalty*, MacMillan, 1994, p. 135.

8. Donnée OCDE. PIB par habitant en niveaux prix de 2 000.

POLITIQUES PUBLIQUES

et notamment l'impôt sur le revenu dont la tranche marginale est passée de 83 %, héritage travailliste des années 1970, à 60 % en 1979 puis 40 % en 1988. Le taux marginal de l'IR à 40 % est devenu l'une des vaches sacrées du thatchérisme reprise par le New Labour.

L'inflation qui était une des clés de la gestion travailliste constitue l'un des dragons abattus par Thatcher par sa politique franchement monétariste. L'inflation est passée de 15% en 1978 à 4,5% en 1983.

Les résultats sont également nets sur le front du chômage. La divergence entre les taux français et britannique date également de 1992. Quand le taux de chômage de la France se situe autour de 8-9 %, le Royaume-Uni oscille entre 4 et 5 %, certes grâce notamment à un usage massif des emplois à temps partiel. Le discours français sur la Grande-Bretagne s'est profondément transformé depuis la fin des années 1970. À la condescendance a succédé la critique d'une société inégalitaire.

De façon presque magique, la Grande-Bretagne est passée en Europe de la situation de dernier de la classe à celle de donneur de leçons. Les performances économiques des pays anglo-saxons, mesurée en matière de croissance et d'emploi dans les années 1980 et surtout 1990, ont semblé confirmer la pertinence du nouveau couple individu-marché et du modèle libéral-financier qui lui est associé.

Le changement des structures économiques

La Grande-Bretagne de Thatcher a connu une véritable révolution au cours des années 1980. Il y a eu à la fois destruction de certains secteurs et apparition de nouvelles structures.

Les structures de l'ordre ancien, celles héritées de la première révolution industrielle qui avaient cessé depuis longtemps de constituer un avantage comparatif, ont été mises à bas. Ceci est dû au refus immédiat par Thatcher d'accompagner par une politique de relance le second choc pétrolier. Le produit national brut baisse de 6 % entre le quatrième trimestre 1979 et le quatrième trimestre 1980. En deux ans, la production industrielle chute de 14,5 %.

Avec le recul, on peut se demander s'il s'agit d'une politique industrielle à l'envers consistant à accepter l'affaissement voire la disparition de pans entiers de l'économie

pour laisser émerger une économie forte dans les services. La politique énergétique s'est résumée à l'exploitation des hydrocarbures de la mer du Nord et à la destruction de fait de l'industrie charbonnière à l'occasion de la terrible grève de 1984-1985.

À partir d'un stock d'entreprises publiques fournissant 10 % du PIB en 1979, Thatcher a initié un programme de privatisation massif qui se déroulera sans discontinuer de 1979 jusqu'au départ des conservateurs. La Grande-Bretagne a joué en la matière un rôle pionnier, faisant des privatisations la principale idée d'exportation britannique, reprise dès le milieu des années 1980 par plus de cinquante pays.

L'IDÉE DE LA
PRIVATISATION
D'ENTREPRISES
PUBLIQUES A ÉTÉ
DEPUIS LARGEMENT
EXPORTÉE.

L'industrie financière britannique constitue depuis le XIX^e siècle un élément stratégique. Principale place financière du monde avant 1914, elle a su profiter d'une erreur fiscale américaine dans les années 1960 pour créer le marché des eurodollars. Thatcher a toutefois eu un rôle majeur dans la financiarisation de l'économie et le renforcement de l'industrie financière britannique. L'initiative majeure a consisté en la réforme de 1986, le big bang qui a couplé la suppression de monopoles et de commissions garanties pour les agents de change et l'informatisation du marché.

C'est le début du renouveau de la City, redevenue la place financière de premier plan, libérée des frontières liées au contrôle des changes et des mouvements de capitaux, lieu d'innovations permanentes. L'industrie financière a été présentée comme l'un des fleurons, voire « le » fleuron de l'économie britannique, représentant en 2005 plus de 5 % de la valeur ajoutée, plus d'un million d'emplois et un excédent extérieur égal à 1,6% du PIB.

Cette importance a atteint son paroxysme à Londres. Les deux quartiers financiers, la City et Canary Wharf, emploient plus d'un tiers de l'effectif londonien, et la City produit à elle seule 13 % du PIB de Londres, soit 2,6 % du PIB britannique. Les emplois financiers de Londres sont passés de 220 000 en 1996 à plus de 350 000 en 2007⁹, progressant beaucoup plus vite que partout ailleurs dans l'OCDE. Londres est devenue une ville mondialisée marquée par une présence massive d'étrangers en dépit d'un coût de la vie parmi les plus élevés du monde¹⁰. De là un débat sur la

9. Source : CEBR.

10. Londres est la cinquième ville la plus chère au monde (Paris se situe à la 14^e place) selon l'enquête annuelle immobilière d'UBS de 2006.

« wimbledonisation » de l'économe britannique, devenue un lieu où s'expriment les meilleurs talents du monde plutôt qu'un lieu qui les fait naître.

UN RÔLE
MAJEUR DANS LA
FINANCIARISATION
DE L'ÉCONOMIE
BRITANNIQUE.

Londres a été la seule ville d'Europe où un travail salarié peut sans problèmes rapporter plus de 1 million de livres par an. Les bonus distribués sont ainsi passés d'environ 2 milliards de dollars en 1998 à 17 milliards en 2006 ¹¹. L'industrie financière a contribué à la constitution d'une classe de nouveaux riches, « yuppies » ou « traders » dont les codes et les valeurs ostentatoires sont très éloignés des valeurs méthodistes de Thatcher ...

Economie immobilière

La politique de Thatcher en matière d'accession à la propriété a été volontariste, avec pour objectif de construire une nation de petits propriétaires. Sur vingt ans (1979-1999), plus de 2 millions de logements sociaux, soit nettement plus que le quart du parc, ont été vendus à des particuliers. Le pourcentage de propriétaires occupants est passé de 55 % en 1980 (la proportion française à ce jour) à 69 % aujourd'hui ¹².

Ces évolutions ont eu lieu dans un pays dont le parc de logements augmente peu, faisant de l'immobilier, à côté des actions, un facteur d'enrichissement et de creusement des inégalités. Si c'est sous Thatcher qu'a eu lieu le premier boom immobilier (doublement des prix entre 1980 et le krach immobilier de 1990-1992), c'est sous les travaillistes que l'on a connu un emballement encore plus net des prix, qui ont triplé entre 1997 et le retournement de 2007.

Syndicats

Le règlement de la question syndicale constitue l'élément principal du bilan Thatcher en matière sociale. Il est important de rappeler que les directions syndicales britanniques avaient creusé elles-mêmes leur tombeau dans les années 1960-1970, en

11. Source : CEBR.

12. Source : étude DGUHC, 2005.

provoquant des crises à répétition, crises qui n'épargnaient pas le Parti travailliste, pourtant leur émanation politique.

Les organisations syndicales se sont retrouvées en 1979 accusées d'être la cause principale des contre-performances britanniques. La preuve est alors plus que faite que les directions syndicales sont incapables de maîtriser leur base (on compte quatre fois plus de grèves qu'en France) et de maintenir une coopération avec le gouvernement. Les trois prédécesseurs de Thatcher avaient eux-mêmes connu de terribles déconvenues dans leurs relations avec les syndicats, débouchant sur des échecs électoraux.

Le mandat clair donné par l'électorat britannique est mis en œuvre par Thatcher avec prudence mais constance, de façon à résoudre les problèmes identifiés lors des grandes grèves des années 1970 : illégalité des grèves de solidarité, encadrement strict de l'immunité juridictionnelle des délégués syndicaux, obligation d'un scrutin secret pour décider de la grève.

La terrible récession du début des années 1980, l'augmentation du chômage, l'affaiblissement des grandes entreprises industrielles pourvoyeuses de militants ont réduit les capacités de défense syndicale.

Le syndicat des mineurs (le NUM), l'adversaire principal, s'engage dans la voie de l'affrontement dans un contexte syndical bouleversé. « En 1984, le syndicalisme britannique était déjà meurtri et battu, et le gouvernement avait apparemment conscience de l'écart large et croissant entre la rhétorique combative du mouvement syndical et sa capacité réelle à mobiliser ses membres pour soutenir un conflit en faveur d'un groupe particulier de salariés. »¹³

L'exceptionnelle préparation de Thatcher et les non moins exceptionnelles erreurs d'Arthur Scargill, le président du NUM, vont conduire à la plus grande défaite syndicale britannique depuis l'échec de la grève générale de 1926. Le mythe né dans les années 1970 qu'un gouvernement, soutenu par le Parlement, ne pouvait réellement gouverner s'il s'opposait à NUM a été exorcisé.

Cette grève consacre l'éloignement des syndicats du pouvoir. Elle marque le début d'un long reflux de leurs

MARGARET
THATCHER ÉLOIGNE
DURABLEMENT
LES SYNDICATS
DU POUVOIR.

13. Entretien avec l'auteur le 24 mai 2007.

POLITIQUES PUBLIQUES

effectifs et de leur influence. Le Royaume-Uni revient à un niveau de conflictualité sociale comparable à celui des autres pays.

International

La diplomatie de Thatcher a consisté à aider le Royaume-Uni à retrouver une place dans le concert international.

La guerre des Malouines a constitué un signal majeur, puisque Thatcher a réveillé à cette occasion le « John Bull » patriote qui sommeille en chaque Britannique. Le succès de cette opération a été important d'un point de vue symbolique, rappelant que le Royaume-Uni pouvait tenir son rang et obtenir le respect si nécessaire par la force des armes.

À l'égard de l'Europe, l'action de Thatcher a consisté d'abord – grâce à un effort continu de 1979 à 1984 – à faire respecter les intérêts britanniques en bloquant le fonctionnement institutionnel pour arracher une diminution de la contribution britannique au budget communautaire.

Thatcher a en revanche contribué à faire de l'Europe la pomme de discorde de la politique intérieure britannique. La fin de son mandat a été marquée par les questions européennes, du fait de son intransigeance. Il est vrai qu'elle a sur ce sujet des convictions fortes, à savoir que l'Europe doit se limiter à un marché – d'où son soutien à l'Acte unique européen de 1986 – et n'a aucune vocation à devenir une superstructure fédérale.

Un bilan sucré-salé

Politique

Thatcher a battu tous les records comptables sur le plan politique. Elle est la première femme à la tête d'un grand pays occidental, vingt-six ans avant Angela Merkel. Elle a renouvelé l'électorat conservateur, en attirant vers son parti un public plus populaire et plus jeune. Elle a remporté les trois élections où elle a assumé la fonction de

chef du Parti conservateur et a eu le mandat de Premier ministre le plus long du XX^e siècle (onze ans et demi).

Une très large part de son bilan politique a été reprise par ses successeurs, y compris travaillistes. Le Parti travailliste, défait quatre fois de suite après 1979, s'est convaincu qu'il fallait se recentrer et assumer le déplacement vers la droite du centre de gravité de la politique britannique. Le New Labour de Tony Blair et sa « troisième voie » déplorent la brutalité de la transition thatchérienne mais en acceptent l'héritage, tout en « l'humanisant » et en promouvant une réhabilitation de la dépense publique. Les travaillistes ont souhaité s'arroger le monopole de la responsabilité en matière de gestion de l'économie, par exemple en instaurant dès leur arrivée en 1997 l'indépendance de la banque d'Angleterre.



LE PLUS
LONG MANDAT
DE PREMIER
MINISTRE DU
XX^e SIÈCLE.

Économie

Performance macroéconomique

La situation présente bouleverse le conformisme thatchérien : la crise financière et la récession économique constituent une rupture pour l'ex-nouveau « bon élève » européen, devenu prompt à donner des leçons aux autres. Le Royaume-Uni, en raison de son exposition aux activités financières et à l'immobilier, est l'une des grandes victimes de la crise. Le chômage, dont le faible taux était l'un des grands arguments en faveur de la pertinence du modèle anglais, a augmenté fortement en 2008 et en 2009.

Des doutes apparaissent sur la nature profonde du boom britannique constaté à partir du milieu des années 1990 : la croissance britannique a-t-elle été saine, liée à une amélioration de la compétitivité ou de la spécialisation économique, ou bien a-t-elle été alimentée de façon artificielle par des « bulles » ? Quel a été le rôle de l'augmentation de la dépense publique, de l'augmentation de la dette privée, de la hausse de l'immobilier ? La consommation des ménages, qui représente 65 % du PIB, a-t-elle été artificiellement augmentée ou maintenue par le refinancement incessant des ménages, via par exemple le recours aux hypothèques rechargeables ?

Des questions analogues se posent en matière de finances publiques. Comme pour la politique monétaire, les travaillistes avaient décidé de graver dans le marbre des règles

POLITIQUES PUBLIQUES

à faire pâlir tous les thuriféraires de la discipline budgétaire, notamment la règle d'or (ne pas emprunter pour financer les dépenses courantes au cours du cycle économique) et la règle d'investissement soutenable (ne pas dépasser la barre des 40 % du PIB pour la dette publique au cours du cycle).

LA CRISE RÉCENTE
A SUSCITÉ DE
NOMBREUX DOUTES
SUR LA SOLIDITÉ
DE LA CROISSANCE
BRITANNIQUE.

Ils ont de fait abandonné cette discipline budgétaire dès le début des années 2000, les dépenses publiques ayant augmenté de façon significative (passant de 35,4 % du PIB en 2000 à 39,4 % en 2007). Surtout, l'excédent budgétaire des premières années s'est transformé en un déficit significatif du fait du refus d'augmenter les impôts. En 2007, juste avant la crise, le déficit public britannique est déjà le second le plus important de l'ex-Europe des 15, à peu près au niveau de la France. La dette publique est également remontée à 40 % en 2007, à partir du point bas de 2002 à 32 %.

La crise est d'une certaine manière tombée à point nommé pour Gordon Brown. Les dérapages structurels ont été masqués par un plan de relance de plus de 25 milliards de livre (1,5 % du PIB).

La crise a amené un renversement de l'héritage thatchérien en matière de fiscalité sur le revenu. Le New Labour avait repris ce legs datant de 1979, visant à ne plus augmenter le taux supérieur de l'impôt sur le revenu. Le tabou qui voulait qu'on n'augmente pas les impôts des plus riches pour financer les plus pauvres a été brisé.

Structures économiques

Le Royaume-Uni paie la nature de sa spécialisation économique. Près de 20 % des emplois financiers de Londres ont disparu entre 2007 et fin 2009. Cependant, la City a déjà connu des ajustements de cette nature. La question est en revanche ouverte pour savoir quelle City sortira des turbulences actuelles.

Un des éléments essentiels de la diffusion de la prospérité passée a été la hausse des prix de l'immobilier et du crédit à la consommation qui ont fait profiter les quadras ou quinquagénaires anglais de la croissance et ont permis l'adhésion de la classe moyenne aux mutations économiques et sociales. Il faut ici rappeler une différence d'approche entre la France et l'Angleterre en matière de financement immobilier : si en France on prête à une personne, au Royaume-Uni on finance un bien immobilier

en fonction de sa valeur, en incluant souvent dans le prêt une part de crédit à destination non hypothécaire.

Il y eu un lien entre le développement du crédit et la prospérité de l'industrie financière, qui a tiré profit d'une hausse très importante du taux d'endettement du secteur privé, passé de 125 % à 220 % du PIB entre 1995 et 2007, avec en corollaire la disparition d'une culture de l'épargne. Nous sommes là bien loin des valeurs victoriennes de la fille du commerçant de Grantham...

La dette immobilière britannique est supérieure à celle de la zone euro et même de l'Union européenne dans son ensemble, puisque l'encours des crédits immobiliers personnels représentait avant la crise, en 2006, 86 % du PIB, contre 50 % en moyenne dans l'Union européenne¹⁴.

L'affaiblissement du pouvoir syndical hérité de l'ère Thatcher perdure. Le nombre des militants a diminué de moitié depuis le début des années 1980. Les données sur les grèves n'indiquent aucun changement de tendance par rapport au début des années 1990.

LA DETTE
IMMOBILIÈRE
BRITANNIQUE EST
SUPÉRIEURE À CELLE
DE L'ENSEMBLE
DE L'UNION
EUROPÉENNE.

Les syndicats, importants pourvoyeurs de fonds du Parti travailliste, ont fait ouvertement pression sur le parti pour qu'il s'engage à démanteler le carcan législatif thatchérien. Gordon Brown leur a tenu tête pour des raisons d'intérêt bien compris : les Britanniques ne veulent pas revivre les années 1970.

Idéologie

Le modèle libéral-financier ¹⁵ associé au corpus thatchérien fait reposer l'efficacité et la stabilité des marchés sur leur autorégulation. La régulation publique y est la plus légère possible.

Ce modèle est ébranlé par la crise. L'État peut certes se tromper, mais les marchés le peuvent également ! Si l'autorégulation fonctionnait, la rationalité des comporte-

¹⁴. Source : EMF, Eurostat, Banque d'Angleterre, HM Revenue & Customs.

¹⁵. Jean-Louis Beffa, Xavier Ragot, « La fin du modèle libéral-financier », *Commentaire*, n° 122, 2008.

ments économiques aurait dû constituer une protection contre la crise. Les risques auraient dû être mieux identifiés, les personnes n'auraient pas emprunté autant, les banques n'auraient pas prêté autant, et le marché monétaire n'aurait pas eu besoin du soutien des États.

Au niveau de la morale individuelle et notamment de la relation à l'argent, les évolutions britanniques se sont éloignées de la conception methodiste de l'argent de Thatcher. D'abord, l'explosion des rémunérations chez les dirigeants d'entreprise et dans le secteur financier, dont les bonus sont aujourd'hui sur le banc des accusés, a généré une conception ostentatoire de la richesse où l'on est ce qu'on peut acheter (*you are what you buy*). Ensuite, la culture de la dette a alimenté artificiellement la croissance.

Qu'est ce que David Cameron peut garder de Margaret Thatcher ?

La nouvelle donne économique conduit à regarder d'un œil nouveau le bilan thatcherien et l'image que laisse Thatcher trente ans après son arrivée au pouvoir et vingt ans après son départ. Il est intéressant d'aborder le personnage sous trois angles distincts : l'icône, l'héritage politique et le corpus idéologique.

L'icône

Thatcher est une icône de la fin du XX^e siècle. Elle domine le personnel politique britannique d'après-guerre. Qui se souvient d'Harold Wilson, d'Edward Heath ou de James Callaghan ? Elle a également une place à part par rapport aux dirigeants des autres pays.

« Thatcher » est presque un nom commun que l'on s'échange comme un compliment (parfois) ou comme une insulte (plus souvent). Thatcher assure un rôle de « statue du commandeur » pour les réformistes (plutôt de droite) partout en Europe, en ayant incarné le redressement d'une situation difficile. Il lui est donné crédit d'avoir mené ce redressement avec conviction et détermination. Elle hante ceux qui rêvent de réformes même impopulaires, ce qui peut sembler une gageure en démocratie. Il n'en demeure pas moins que l'idée de recours – « il nous faudrait une Thatcher » – demeure.

Cette option n'apparaît pas sans risque et semble liée à des conditions historiques particulières. Selon le sociologue blairiste Anthony Giddens, l'avènement de Thatcher est la démonstration qu'une société finit toujours par atteindre un moment de crise où la réforme s'impose¹⁶. Pour Geoffrey Howe, l'un de ses ministres, l'histoire de Thatcher démontre qu'en démocratie, le peuple n'accepte une médication amère que lorsqu'il est manifeste qu'aucune alternative n'existe.

LE RÊVE D'UNE
«NOUVELLE
THATCHER»
PERSISTE EN
GRANDE-BRETAGNE.

Le pays européen qui a le plus adopté une attitude « thatcherienne » au cours des dix dernières années est probablement l'Allemagne durant le mandat de Gerhard Schröder. Le pays a alors mené des réformes douloureuses (réformes Harz sur le marché du travail, modération salariale, retour à l'équilibre budgétaire) pour restaurer sa compétitivité et renforcer sa spécialisation.

L'image «Thatcher» a son revers. La dureté des combats, l'apparente absence de compassion, la destruction des adversaires idéologiques, font de la « Dame de fer » un personnage qui suscite la méfiance, la peur, le ressentiment et la haine. Le décès par grève de la faim de l'indépendantiste irlandais Bobby Sands, les victimes du chômage de la grande récession du début des années 1980, le sort cruel des marins du croiseur argentin « General Belgrano » envoyé par le fond en 1982, les souffrances des communautés minières lors de la grande grève de 1984-1985 ne semblent pas l'avoir affectée.

Elle a reçu ainsi d'autres surnoms comme « *She doesn't care* » ou « Attila ». Elle ne risque pas de perdre sa position dans l'imaginaire collectif : elle reste plus que jamais la radioactive « Miss Maggie » pour les uns, mais aussi un modèle de redressement d'un pays pour les autres.

L'héritage d'une méthode politique

La stratégie d'action politique et le style de leadership demeurent un modèle dont les caractéristiques résumées ici méritent toujours l'attention. Peut être noté, en particulier, le recours à une idéologie structurée et porteuse d'espoir face à une situation de crise comme moyen de prise du pouvoir.

16. *Le Monde*, 9 mai 2007.

Un cadre de pensée à abattre et à reconstruire

Sur le plan idéologique, le modèle promu par Thatcher a subi en 2008-2009 un « *acid test* » dévastateur, même si ce modèle a apporté renouveau et dynamisme pendant une trentaine d'années. Certains héritages idéologiques ne durent pas ; ils deviennent moins pertinents parce que les problèmes auxquels ils s'attaquaient sont résolus, parce qu'ils peuvent être dévoyés par les successeurs de ceux qui les ont institués, ou encore parce qu'ils peuvent être porteurs de contradictions ou d'excès. Une vision renouvelée pour le monde développé semble pourtant indispensable face à des problématiques nouvelles qui n'existaient pas du temps de Thatcher : prise en compte du fait que les États sont loin d'avoir disparu de la sphère économique, renouvellement des relations entre État et marché, puissance nouvelle des préoccupations liées à la préservation de la biosphère, concurrence toujours plus forte des pays émergents.